

LE CONGRÈS DE GENÈVE...

Il y a soixante-dix-sept ans, quand la monarchie, impuissante contre une situation résultant du développement logique, fatal, des institutions, des faits, des idées, des mœurs et de la civilisation tout entière, après avoir recouru à tous les expédients gouvernementaux et financiers, après avoir appelé aux ministères des hommes bien différents par les opinions, le tempérament et les procédés, contrainte par les circonstances, en appelait au pays lui-même et demandait son salut et celui de la nation aux États-généraux, elle ouvrait une ère nouvelle: celle des principes, des assemblées, du contrôle, de l'initiative et de la participation du peuple aux affaires publiques.

Cette ère du libre examen, transporté du spirituel dans le temporel, de la théologie dans la politique, préparée par cent ans de philosophie, de critique, d'études scientifiques et positives et de luttes intellectuelles, se nomme dans l'histoire l'ère de la révolution. Depuis 1789, quelle qu'ait été la forme des gouvernements, quels que soient les événements qui ont pu troubler la marche du progrès social, quelques changements qu'aient éprouvés nos institutions, quelques revirements qu'aient subis les esprits, quelque confusion qu'on ait apportée dans les idées, quelques démentis qu'on ait infligés aux principes, nous n'en sommes pas moins et toujours dans la révolution. Tout s'affirme, la prouve, la sert, même les contradictions, les négations, les agitations et les réactions, les erreurs et les chutes; même ceux qui la combattent, qui la calomnient ou qui conspirent contre-elle. Il n'est pas jusqu'aux monarques qui n'en subissent la loi et qui ne sentent la nécessité de compter avec elle, de s'appuyer sur elle, et qui souvent, à leur insu, sous l'influence de l'opinion publique, préparent sa voie et obéissent à ses tendances. Ils n'appartiennent plus désormais à personne de revenir sur le passé et d'arrêter l'idée moderne dans son évolution et son progrès.

Quand la révolution s'effectua, elle ne put briser avec la tradition. Elle apportait une idée nouvelle, longuement et laborieusement élaborée, mais il fallait, pour la faire entrer dans les faits, une série d'institutions et des procédés transitoires joints au concours du temps. Il fallait faire une éducation au pays. Le Tiers-État, après avoir, à force de patience, de pertinence et d'énergie, préparé et assuré le triomphe de cette idée, ne pouvait l'abandonner à l'ignorance imprévoyante et impatiente des foules. Il se chargea de la tutelle et de l'éducation du peuple et prit la responsabilité de l'administration gouvernementale de la nation. L'abolition du régime féodal, la substitution des forces industrielles aux forces militaires, la constitution nouvelle de la propriété, les découvertes et les inventions, la création de débouchés et de moyens de circulation, tout avait servi à créer un ordre de choses nouveau, plus économique que politique, où le pouvoir devenait aussi nécessaire que le droit.

En 1848, la petite bourgeoisie, unie au peuple, avait fait une révolution pour conquérir une part de ce pouvoir possédé jusque-là par les censitaires; mais la question sociale était venue compliquer la question politique, et, après une série d'échecs, de déceptions et de mésaventures, le peuple, sans union, sans programme, incapable de définir son idée encore à l'état de sentiment, avait dû s'en remettre à une délégation du soin de ses intérêts; prendre ses représentants dans la bourgeoisie et accepter encore, sinon sanctionner, les institutions du Tiers-État et les déclarations des Économistes.

Mais instruit par le passé, par ses erreurs, ses fautes et ses défaites, il s'est mis à l'étude, il a cherché la solution rationnelle, positive, des problèmes sociaux; il a élaboré à son tour son idée, formulé son programme, et c'est cette idée et ce programme que les délégués de l'*Association internationale* viennent d'affirmer dans le Congrès de Genève.

En 1862, ému par les réclamations et la situation des classes ouvrières, le gouvernement impérial, sentant son incompétence et son impuissance pour les satisfaire, ne trouva pas de moyen plus simple et meilleur que de les abandonner à elles-mêmes, et de les laisser chercher un remède aux maux dont elles se plaignaient. Ce parti était, en effet, le plus sage et le plus efficace.

Une commission fut organisée et une délégation nommée par les différents métiers pour aller visiter l'Exposition de Londres, et les délégués furent chargés de rédiger leurs observations sur les procédés à employer pour améliorer le sort de la classe laborieuse et de l'industrie nationale, et les causes de leur souff-

France et de leur infériorité. Il devait sortir de là de nouveaux cahiers populaires; mais il en fallut, pour obtenir ce résultat, une liberté d'action et d'expression dont ne jouissaient point la plupart des délégués; aussi cette tentative n'aboutit-elle qu'à une constatation presque unanime d'un besoin de réformes économiques. Seulement, les délégués avaient pu s'assurer que ce besoin de réformes était général, et que la situation du prolétariat était partout la même.

En 1863, ayant compris que ceux qui n'avaient point souffert leurs souffrances, partagé leurs misères et leurs labeurs, ne pouvaient comprendre, connaître et défendre leurs intérêts, quelques groupes d'ouvriers se réunirent pour proposer à leurs concitoyens des candidats ouvriers. Pour donner les raisons de cette décision et de cette distinction, ils rédigèrent et publièrent un manifeste connu sous le nom de «*Manifeste des soixante*», où ils expliquaient pourquoi ils prétendaient que les intérêts des ouvriers n'étaient point représentés et pourquoi ils devaient l'être, ajoutant sous forme de considérants les déclarations de principes qui leur semblaient être la base de l'idée sociale moderne.

Les candidatures de MM. J.J.-Blanc et H. Tolain échouèrent heureusement! Échouant, elles ont conservé le caractère de protestation qui en fait toute la valeur; mais, réussissant, elles pouvaient arrêter l'évolution de l'idée, égarer par des déceptions le mouvement des esprits, et présenter comme remède des combinaisons ou des expédients politiques là où une réforme sociale est nécessaire.

Ceux à qui revient l'honneur de cette tentative, convaincus que si les rapports politiques sont différents, les rapports économiques sont partout les mêmes, conçurent le projet de fonder une vaste association de travailleurs de tous les pays pour l'élaboration d'un nouveau contrat social, et l'étude des moyens pratiques propres à amener une réforme économique suivant les lois de l'égalité et de la mutualité. L'appel de ceux qui avaient pris cette initiative trouva un écho dans tous les pays. L'association se fonda, et elle compte aujourd'hui environ 160.000 adhérents. Des groupes se formèrent et mirent à l'étude les questions principales d'économie et de philosophie sociale. Proudhon, qui avait compris tout ce qu'il y avait de sérieux dans un semblable mouvement, avait répondu au *Manifeste des soixante* par la *Capacité politique des classes ouvrières*, où, à l'aide des déclarations faites par les *Soixante*, il définissait l'idée du prolétariat, établissait sa capacité et lui prédisait son affranchissement et son triomphe.

Les fondateurs de l'*Association* avaient donné rendez-vous le 3 septembre, à Genève, aux délégués des groupes adhérents. Le 3 septembre, les délégués étaient réunis en Congrès.

On peut dire que ce sont là les premières assises du Travail. Après une suite de discussions remarquables par l'ordre, la netteté et la brièveté, l'assemblée a voté et formulé ses déclarations; ce qu'elle considère comme les principes de l'économie nouvelle et du contrat social: une sorte de profession de foi.

Semblable, quant à la forme, au caractère, à l'unité d'idée et à la grandeur du but, à la réunion du Tiers-État, elle n'avait pas, comme elle, mission ni pouvoir pour agir et légiférer. Elle a dû se borner à exprimer ses protestations et ses vœux.

Les allemands et les italiens, retenus dans leur pays par la guerre, n'ont pu y être représentés comme ils le devaient. Quelques-uns pourtant y assistaient. On a pu remarquer là, dans cette communauté d'idées et de tendances, le caractère distinctif de chaque nationalité et l'influence des institutions. Les anglais y ont montré leur esprit pratique utilitaire; plus soumis que tous autres peut-être à l'oppression mercantile, armés de capitaux formidables et mercantiles, ils ont proposé les moyens immédiats de lutter avec le capital à l'aide de grèves universelles, de banques de crédit et d'organisations industrielles, coopératives et internationales. Les suisses, qui jouissent de la liberté, de l'instruction et de leurs dons, et qui par conséquent souffrent bien moins de la situation présente du prolétariat, ont prouvé leurs aptitudes chaque fois qu'il s'est agi d'indépendance, du morale, d'ordre et de sagesse. Quant aux français, ils se sont montrés dignes de la tradition qu'ils représentaient; ils se sont moins appliqués à proposer des procédés d'amélioration partiels et transitoires qu'à établir des principes philosophiques, généraux, qui donnent à la fois satisfaction à la théorie et à la pratique, et qui indiquent vers quel but doivent tendre tous les efforts.

La réunion de cette assemblée, qui comptera certainement dans l'histoire de notre temps, ouvre une nouvelle période dans l'ère révolutionnaire: la période de la mutualité. La tutelle sous laquelle la bourgeoisie de 89 avait placé le peuple est maintenant finie. Le peuple est devenu majeur; il vient de prouver sa capacité en affirmant son idée, en formulant son programme. L'égalité des droits ne suffit plus; il reste à établir l'égalité des pouvoirs. Que le Congrès ouvrier nous instruisse, et que la bourgeoisie, hommes d'État, ingénieurs,

commerçants, écrivains, forment eux aussi leur assemblée, et que, imitant l'exemple des deux ordre, ils se réunissent fraternellement en un congrès européen et fassent ensemble leur nuit du 4 août.

Pierre DENIS.
